

C'est faire preuve de stupidité et manquer de délicatesse alors qu'il est question des soins de santé offerts aux Canadiens.

M. Mike Breugh (Oshawa): Madame la Présidente, le débat d'aujourd'hui me paraît très intéressant parce qu'il porte en fait sur le libéralisme classique.

Ce n'est pas d'hier qu'on parle de faire payer les riches au Canada. En fait, je crois que, dans la politique canadienne, l'idée a été proposée il y a un certain temps par le parti marxiste-léniniste. C'est tout récemment que les libéraux l'ont reprise, du moins en partie.

Chose curieuse, le dernier orateur n'a pas été très clair au sujet des gouvernements libéraux qui ont préconisé expressément l'imposition de frais modérateurs. On aurait pu penser qu'il connaîtrait le projet de loi 120 déposé par le gouvernement libéral du Québec, qui propose entre autres choses une taxe, pour ceux qui peuvent se le permettre, sur les services médicaux reçus chaque année ou des frais de 5 \$ pour chaque visite chez le médecin ainsi que plusieurs autres pratiques qui se rapportent aux soins reçus et des frais supplémentaires ou modérateurs.

On aurait été porté à croire, puisque le gouvernement du Québec a déposé un document de travail sur la question et présenté un projet de loi, le projet de loi 120, que les libéraux d'Ottawa seraient au courant de ces propositions bien précises. Celles-ci ont été mises par écrit, elles ont été rendues publiques et elles font l'objet d'un projet de loi. C'est une indication passablement claire, me semble-t-il, même pour eux, que certains libéraux au niveau provincial tiennent à imposer des frais modérateurs.

Les libéraux ne semblent pas avoir pris connaissance des positions que les gens en cause se sont efforcés de rendre publiques. Ils ne semblent pas non plus très au courant des propositions du premier ministre Frank McKenna, dont les propos ont été rapportés le 10 février 1991 dans un quotidien canadien qui, je l'avoue, n'est pas très lu et que certains décrivent comme un torchon, c'est-à-dire le *Globe and Mail* de Toronto.

M. Volpe: C'est un torchon!

M. Breugh: Le député de Don Mills vient de réaffirmer que les libéraux semblent considérer le *Globe and Mail* comme un torchon, mais je vais néanmoins en citer un passage de ce jour-là. Le premier ministre Frank McKenna a dit:

Les crédits

Je crois que les Canadiens les plus riches sont disposés à payer une certaine franchise pour leurs services de santé afin que nous puissions continuer à offrir à leurs concitoyens les plus pauvres un régime universel de soins de santé. Je crois qu'aucun autre pays au monde n'a un système de soins de santé aussi peu restrictif qui, quel que soit le montant, donne tout simplement de l'argent à ceux qui fournissent ou reçoivent des soins sans demander en retour un prélèvement modeste pour ceux qui n'ont pas les moyens de payer.

Les marxistes-léninistes en avaient une version beaucoup moins verbeuse. Ils disaient tout simplement: «Faites payer les riches.»

Je voudrais citer un autre document que les membres du caucus libéral ne lisent peut-être pas assidûment. Il s'agit d'un journal d'Ottawa, l'*Ottawa Citizen* qui faisait paraître, le 30 décembre 1991, un article dans lequel il citait le premier ministre de Terre-Neuve, Clyde Wells:

«Il faudra peut-être repenser tout le principe de l'universalité de nos programmes sociaux et voir dans quelle mesure il y aurait lieu de le restreindre. Les Canadiens seraient sans doute ouverts à de tels changements si les politiciens présentaient honnêtement la situation financière du pays. Je ne crois pas que les gens seraient hostiles à ce genre de changement s'ils étaient conscients des problèmes économiques auxquels nous faisons face.»

Il me semble que, tout au moins dans ces trois documents, des gouvernements libéraux provinciaux indiquent assez clairement qu'ils s'orientent vers l'imposition de frais modérateurs. Ces députés, et ils ont maintenant quitté la Chambre, ne semblaient pas certains de la position de leurs homologues provinciaux sur cette question. On ne peut évidemment pas leur imposer la lecture du *Globe and Mail*, du *Citizen* ou de la *Montreal Gazette*. Puisqu'ils n'avaient pas l'assurance de pouvoir obtenir ce genre d'information des autres membres de leur caucus, nous avons tenté de la leur fournir. Dans trois provinces au moins, le Parti libéral s'est prononcé publiquement en faveur des frais modérateurs.

J'ai entendu des gens parler en mal de mon bon ami et collègue, le premier ministre de l'Ontario, M. Robert Rae, et je tiens à me porter à sa défense. Je ne le fais pas toujours, mais le moment est venu.

J'ai remarqué qu'à la conférence des premiers ministres tenue à Toronto, le premier ministre de l'Ontario a commencé à remettre la monnaie de sa pièce au gouvernement fédéral qui lui a causé tant d'anxiété. Je pense qu'il est grand temps que les premiers ministres de toutes les provinces décident de secouer un peu le gouvernement fédéral et de faire savoir à la population ce qu'on a fait exactement, au cours des quelque dix dernières années, avec les paiements de transfert directement liés à leurs programmes.